



PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires de la Marne

Châlons-en-Champagne, le

15 OCT. 2019

Service Environnement-Eau- Préservation des Ressources

Cellule Procédures Environnementales

AP n°2019-E-145-IC

**Arrêté Préfectoral d'Enregistrement
Sarl ETA MERAT – installations de stockage
à Les-Essarts-lès-Sézanne**

Le Préfet de la Marne

- VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU le SDAGE, le plan national de gestion des déchets ;
- VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7) du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7) du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la demande présentée en date du 18 mars 2019 par la SARL ETA MERAT dont le siège social est situé 77 Grande Rue - 51 120 LES ESSARTS LES SEZANNE pour l'enregistrement d'installations de stockage de céréales (rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées) et de matériaux (rubrique n°2517) sur le territoire de la commune de Les-Essarts-lès-Sézanne et pour l'aménagement de prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;
- VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018-MC-74-IC du 17 juillet 2018, fixant les mesures conservatoires applicables aux installations jusqu'à l'enregistrement du site ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018-MD-75-IC du 17 juillet 2018, mettant en demeure la société de régulariser la situation de l'exploitation de ses activités en déposant un dossier d'enregistrement ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2019-CP-43-IC fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU les observations du public recueillies entre le 6 mai 2019 et le 3 juin 2019 inclus ;
- VU l'avis du maire de Les-Essarts-lès-Sézanne sur la proposition d'usage futur du site ;

- VU l'arrêté préfectoral de prorogation d'instruction n°2019-PRO-87-IC du 10 juillet 2019 augmentant la durée d'instruction de 2 mois à compter du 18 août 2019 ;
- VU le rapport du 2 septembre 2019 de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 19 septembre 2019 ;
- VU l'accord de l'exploitant formulé par courrier du 9 octobre 2019 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés ;

CONSIDÉRANT que les circonstances locales avec le voisinage (odeurs, bruit, barrière visuelle, émissions lumineuses) nécessitent les prescriptions particulières suivantes pour la protection des intérêts listés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en particulier la fermeture obligatoire des portes du bâtiment de compostage pour éviter les odeurs, l'obligation d'installer des avertisseurs de recul type "cri de lynx" sur tous les engins de chantier, l'obligation de respecter des horaires d'ouverture spécifiques, la mise en place de consignes au personnel pour limiter au maximum le bruit, la réalisation d'une mesure acoustique annuelle, l'entretien régulier de la haie séparant le site du voisinage proche et l'obligation d'éteindre les spots lumineux de la cour lorsque le site n'est pas en activité ;

CONSIDÉRANT que la demande, exprimée par la SARL ETA MERAT, d'aménagement des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés du 26 novembre 2012 (articles 11 et 13) et du 10 décembre 2013 (article 40) ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du chapitre 2.1 du présent arrêté,

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel,

CONSIDÉRANT que l'examen des critères de l'annexe III de la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ne justifie pas le basculement de la demande en procédure d'autorisation ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de la Marne ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la SARL ETA MERAT dont le siège social est situé 77 Grande Rue - 51 120 Les-Essarts-lès-Sézanne, faisant l'objet de la demande susvisée du 18 mars 2019, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Les-Essarts-lès-Sézanne. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Désignation des installations	Volume des activités	Régime
2160-1a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	2 bâtiments de 18 350 m ³ et 23 000 m ³ = 41 350 m ³	E
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	> 10 000 m ²	E
2175	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est : Supérieure à 100 m ³	2 vessies de 99 m ³ = 198 m ³	D
2780-1c	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j mais inférieure à 30 t/j	29 t/j	D
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	2 cuves de gasoil de 50 tonnes unitaires remplies à 85 % = 85 tonnes	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	< 5 tonnes	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	< 5 tonnes	NC

Rubrique	Désignation des installations	Volume des activités	Régime
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	< 2 000 m ²	NC

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

E : enregistrement ; D : déclaration ; NC : non classé

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE EAU

Rubrique	Désignation	Volume des activités	Régime
2.1.5.0.	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	6,3 ha	D

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Section	N° Parcelle	Surface en m ²
Les Essarts Lès Sézanne	D	413	104
		462	445
		432	481
		332	7
		409	4 033
		463	9 284
		435	9 997
		333	285
		331	2 057
		466	306
		455	2 896
		467	849
	415	2 031	
	ZE	54	8 328
		59	117
		53	10 812
		12	7 170
		52	891
		55	2 289
58		395	
Surface totale			62 777 m²

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 18 mars 2019.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, aménagées et complétées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type industriel.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires n°2018-MC-74-IC du 17 juillet 2018 sont abrogées.

ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7) du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7) du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780
- arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

ARTICLE 1.5.4. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, PRÉCISIONS

La prescription de l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 est précisée comme suit :

Le site dispose :

- d'une réserve incendie enterrée de 40 m³ ;
- d'une bâche souple de 240 m³.

Ces réserves doivent être placées à une distance minimale de 8 m des bâtiments de stockage.

ARTICLE 1.5.5. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles :

- 11 et 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 ;
- 40 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 décembre 2013 ;

sont aménagées suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.6. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26 NOVEMBRE 2012

En lieu et place des dispositions de l'article 11 point I (dispositions constructives) de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les bâtiments 5 et 6 dédiés au stockage de céréales présentent les caractéristiques suivantes :

- ossature métallique sur un soubassement en béton et poteaux en acier ;
- bardages en bac acier ;
- couverture en bac acier munie de trappes de désenfumage ;
- portes coulissantes.

Les principaux produits stockés autorisés dans ces deux bâtiments sont des granulés de pulpes de betterave. Occasionnellement, l'exploitant peut y stocker également du blé, de l'orge ou des escourgeons. Dans ce cas, un suivi thermométrique et des rondes régulières sont mis en place.

Les produits sont stockés à l'écart de tout produit potentiellement inflammable, des emballages vides, des produits agricoles et combustibles (foin, paille, sciure, cageots, pneus, fioul, détergents...).

ARTICLE 2.1.2. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 13 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26 NOVEMBRE 2012

En lieu et place des dispositions de l'article 13 (désenfumage) de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les bâtiments de stockage sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation naturelle des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie :

- bâtiment 5 : 320 m² de translucides ;
- bâtiment 6 : 8 m² de trappes de désenfumage.

Des amenées d'air frais sont constituées par les portes suivantes :

- bâtiment 5 : 2 portes de 8m x 6m ;
- bâtiment 6 : 2 portes de 8m x 7m ;

Les amenées d'air n'entraînent pas de circulation d'air au sein des produits stockés.

ARTICLE 2.1.3. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 40 DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 10 DÉCEMBRE 2013

En lieu et place des dispositions de l'article 40 (retombées de poussières de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 décembre 2013), l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

L'exploitant met en place les mesures suivantes pour limiter au maximum l'envol de poussières à l'extérieur de son site :

- l'ensemble de la piste de circulation des camions et engins est goudronnée ;
- un arrosage des pistes est pratiqué par temps sec.

CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection des tiers, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées par celles des articles ci-après.

ARTICLE 2.2.1. ODEURS

Les installations sont aménagées, équipées et exploitées de manière à ce que leur fonctionnement ne soit pas à l'origine de nuisances odorantes pour le voisinage.

L'exploitant dresse une liste de l'ensemble des produits de son site et de leurs caractéristiques, susceptibles d'être à l'origine d'odeurs incommodantes pour le voisinage. En cas de nuisances odorantes, l'exploitant met en œuvre des mesures pour les limiter.

Les portes du bâtiment dédié au compostage sont maintenues fermées en dehors des phases de chargement/déchargement des produits. Ces phases de chargement/déchargement n'excèdent pas 30 minutes consécutives.

ARTICLE 2.2.2. BRUIT

L'article 48 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 est complété par :

Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. La vitesse est limitée à 20km/h sur l'ensemble du site.

La livraison des matières premières, l'expédition des produits et les opérations de manutention se font du lundi au vendredi entre 7 h et 20 h et le samedi de 8 h à 12 h uniquement. Ces activités sont interdites les jours fériés.

Des consignes spécifiques sont mises en place en cas de départ matinal de camions en dehors des heures d'ouverture :

- * aucune manœuvre n'est autorisée,
- * aucun plein de carburant n'est autorisé,
- * les véhicules sont garés au nord du site à l'écart des habitations,
- * les moteurs des véhicules ne doivent pas tourner inutilement.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. Des avertisseurs type « cris de lynx » sont installés sur les engins de chantier.

Dans la zone située au Sud du hangar 6, seule la circulation des véhicules légers est autorisée. Un plan de circulation est établi et affiché dans les lieux fréquentés par le personnel. Le responsable du site veille à son application.

Toute entreprise extérieure autorisée à circuler sur le site est soumise aux mêmes prescriptions.

Une mesure acoustique est réalisée dans les trois mois suivant la publication du présent arrêté, puis tous les ans durant la période de plus forte activité du site. En fonction des résultats des 3 premières années, l'exploitant pourra proposer une nouvelle fréquence de mesure en justifiant sa demande.

ARTICLE 2.2.3. BARRIÈRE VISUELLE ET AUDITIVE

Une haie et un talus sont mis en place au sud du site afin de garantir une barrière visuelle et auditive avec le voisinage à proximité.

L'exploitant réalise l'entretien régulier de cette haie afin de garantir la fonctionnalité de barrière de celle-ci.

ARTICLE 2.2.4. ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- * les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- * les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent pas être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure ;

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3.3. NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture du département de la Marne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est (DREAL), le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture d'Épernay, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la DDT – service urbanisme, à la direction départementale des services incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'au maire de Les-Essarts-lès-Sézanne.

Notification en sera faite, sous pli recommandé à M. le directeur de la Sarl ETA MERAT, 77 grande rue à Les-Essarts-lès-Sézanne (51120).

M. le maire de Les-Essarts-lès-Sézanne communiquera le présent arrêté à son conseil municipal et procédera à l'affichage en mairie pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général



Denis GAUDIN

En application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° - par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

Annexe I : plan des installations



